

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1481

21 juin 2013

SOMMAIRE

Cyber Média Group	71042	GA BERLIN III HoldCo S.à r.l.	71048
Delphi Investor S.à r.l.	71051	Galileo Global Education Luxco S.à r.l. ...	71046
Edelweiss Holding S.A.	71045	Gartner Belgium Luxembourg Branch ...	71045
Edico S.A.	71045	GC Invest (SPF) S.A.	71047
Elektro-Systems S.à r.l.	71044	Gedeon S.A.	71047
Emerjul Project S.A.	71044	Generali Fund Management S.A.	71047
Energys S.A.	71044	Generali Investments SICAV	71048
Eurazeo Real Estate Lux	71042	G.P. Finance S.A.	71047
EUR-Import S.A.	71043	Granite Investment SICAV	71088
Eurinlux SA	71043	GUS Finance Luxembourg Limited	71088
Eurofonprofit	71043	Howald Invest S.A.	71048
EUROPAY LUXEMBOURG, société coo- pérative	71044	Icopal Equity S.à r.l.	71048
European Management Association Lu- xembourg S.à r.l.	71043	Immo Traders	71049
European Office Income Venture	71042	Jacana S.A.	71049
Europe Service Development S.A.	71042	Japie S.A.	71049
Eutrade S.A.	71043	JRS Sports Management S.A.	71050
Evasion-Mistral S.A.	71046	KH (Lux) 1 S.à r.l.	71050
Excalibur I	71042	KITOPH S.à r.l. et Cie, S.e.c.s.	71050
F. Deltgen Sàrl	71046	Kotak Funds	71050
FDH Patrimoine	71044	Kulczyk Oil & Gas Holding S. à r.l.	71049
Fidupar S.A.	71045	Les Aubépines	71050
Five Financials Holding S.A.	71045	Servus Luxembourg	71072
Flybas S.A.	71046	SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.	71079
Full Services Engineering S.A.	71087	Starlight International Holdings (Lux) GBP S.à r.l.	71079
		Tiago Berlin Property S.à r.l.	71081

Eurazeo Real Estate Lux, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 19.397,29.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 94.709.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vincent CORMEAU / Christophe AUBUT

Gérants

Référence de publication: 2013056186/11.

(130068667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Cyber Média Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 65.501.

Les comptes statutaires au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056162/11.

(130068956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

European Office Income Venture, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.347.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 1^{er} mai 2013.

Référence de publication: 2013056196/10.

(130069211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Europe Service Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 106.307.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056195/10.

(130069695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Excalibur I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 175.704.

Les statuts coordonnés au 24/04/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 02/05/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013056223/12.

(130069556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Eutrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4023 Esch-sur-Alzette, 80, rue Jean-Pierre Bausch.
R.C.S. Luxembourg B 114.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056220/10.

(130068762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Eurinlux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 61-63, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 161.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056214/10.

(130069531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

EUR-Import S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 7, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 171.449.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013056213/10.

(130069702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

European Management Association Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 62.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour EUROPEAN MANAGEMENT ASSOCIATION LUXEMBOURG SARL
FIDUCIAIRE DES PME SA*

Référence de publication: 2013056219/11.

(130068923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Eurofonprofit, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 64.586.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour EUROFONPROFIT
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC Investor Services Bank S.A.
Société Anonyme*

Référence de publication: 2013056216/13.

(130069222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Energys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 110, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.335.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2013.

Référence de publication: 2013056210/10.

(130069274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Emerjul Project S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 117.902.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056208/10.

(130069587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Elektro-Systems S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9366 Ermsdorf, 9, Hanfbierg.

R.C.S. Luxembourg B 137.419.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2013.

Référence de publication: 2013056207/10.

(130069661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

EUROPAY LUXEMBOURG, société coopérative, Société Coopérative.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 30.764.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage en date du 30 mai 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 295 du 16 octobre 1989.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Pour EUROPAY Luxembourg, S.C.

Référence de publication: 2013056194/13.

(130068848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

FDH Patrimoine, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.998.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013056233/11.

(130068743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Edelweiss Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 67.027.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013056202/10.

(130068912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Edico S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3934 Mondercange, 14, op Blach.

R.C.S. Luxembourg B 107.036.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013056203/10.

(130068757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Fidupar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 74.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/04/2013.

Signatures.

Référence de publication: 2013056237/10.

(130068709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Five Financials Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 42, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 97.469.

Les comptes annuels au 31.12.2008 Berichtigung ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056243/11.

(130068817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Gartner Belgium Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8070 Bertrange, 10A, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 167.878.

Une liste des mandataires spéciaux de la Succursale accordés le 12 avril 2012 par la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Pour la Succursale

Dr. Shaohui ZHANG

Référence de publication: 2013056257/13.

(130068677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

F. Deltgen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 428, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 49.435.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 2 mai 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013056224/10.

(130069338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Evasion-Mistral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 117.530.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02. 05. 2013.

Pour: EVASION-MISTRAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Nathalie Lett / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013056221/15.

(130069589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Galileo Global Education Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 149.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056256/10.

(130069760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Flybas S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.059.

Extrait des résolutions du conseil d'administration prises en date du 25 mars 2013

Il résulte des résolutions écrites du Conseil d'administration tenu en date du 25 mars 2013, que:

Après avoir constaté que Monsieur Andrea La Magra s'est démis de ses fonctions d'Administrateur, en date du 25 mars 2013, les Administrateurs restants décident, conformément aux statuts de la Société et à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de coopter Madame Magali Fetique, employée privée, née à Metz (France) le 1^{er} février 1981, demeurant professionnellement au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la Société, avec effet au 25 mars 2013, en remplacement de Monsieur Andrea La Magra, Administrateur démissionnaire, dont elle achèvera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par résolutions de l'actionnaire unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2013.

FLYBAS S.A.

Référence de publication: 2013056246/19.

(130069252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

G.P. Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 82.720.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée ordinaire des actionnaires tenue à Mamer, en date du 24 avril 2013 que:

Le mandat des administrateurs ci-dessous est prolongé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019

Madame Katia CRUCIANI, demeurant au 113, Route d'Arlon L-8211 Mamer,

Monsieur Patrick GENGLER, demeurant au 113, Route d'Arlon L - 8211 Mamer

Madame Thérèse HARTERT, demeurant au 4, Rue de l'Indépendance L-8327 Olm.

Le mandat de l'administrateur-délégué:

Monsieur Patrick GENGLER, demeurant au 113, Route d'Arlon L - 8211 Mamer

est prolongé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Le mandat du Commissaire aux Comptes:

la société PRESTA-SERVICES S.A., inscrite au RC B 49961, avec siège social au 28, Rue de Hobscheid L - 8422 Steinfort est prolongé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013056255/19.

(130069832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Generali Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 134.555.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 2 mai 2013:

Il résulte dudit procès-verbal que la démission de Monsieur Luca PASSONI avec effet au 16 avril 2013 en tant qu'administrateur de la Société a été acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2013.

Pour extrait conforme

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2013056258/15.

(130069741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

GC Invest (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 147.654.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013056268/10.

(130068792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Gedeon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 21, avenue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 105.011.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 2 mai 2013.

Référence de publication: 2013056270/10.

(130069615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Generali Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 86.432.

—
Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 2 mai 2013:

Il résulte dudit procès-verbal que la démission de Monsieur Luca PASSONI avec effet au 16 avril 2013 en tant qu'administrateur de la Société a été acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2013.

Pour extrait conforme

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2013056259/15.

(130069740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

GA BERLIN III HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 90.364.

—
Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013056264/12.

(130069804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Howald Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 149.029.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.04.2013.

Pour: HOLWALD INVEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013056313/15.

(130069062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Icopal Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 131.122.

—
Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013056318/12.

(130069247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Immo Traders, Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 102.078.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IMMO TRADERS
Société anonyme
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013056331/12.

(130069025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Jacana S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 10.758.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.04.2013.

Pour JACANA S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Cindy Szabo / Nathalie Lett

Référence de publication: 2013056368/15.

(130068865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Japie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 129.415.

EXTRAIT

- Démission de l'administrateur-unique avec effet au 30 avril 2013:

Paul AGNES

- Démission du commissaire avec effet au 30 avril 2013:

VERICOM SA

RCS Luxembourg B51203

Siège social à L-1855 Luxembourg 46a, avenue J.-F. Kennedy

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013056371/15.

(130068673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Kulczyk Oil & Gas Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 133.556.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2013.

Stijn CURFS
Mandataire

Référence de publication: 2013056377/12.

(130069824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Les Aubépines, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 46, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 163.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013056406/10.

(130069453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Kotak Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 131.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013056385/10.

(130068959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

KITOPH S.à r.l. et Cie, S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 100.356.

Les documents de clôture de l'année 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Mersch, le 02 mai 2013.

Référence de publication: 2013056384/10.

(130069809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

KH (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 157.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Renaud Labye
Mandataire

Référence de publication: 2013056383/13.

(130069220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

JRS Sports Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 148.813.

Rectificatif du dépôt effectué le 07/02/2013 sous le numéro L130024159

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature..

Référence de publication: 2013056373/11.

(130069591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Delphi Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.125.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of April.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Rhône Offshore Partners IV, LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, South Church Street, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Companies Registrar of the Cayman Islands under registration number MC-47784 ("Rhône Offshore"),

here represented by Mr. Brian Gillot, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given,

which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of Delphi Investor S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 174.125, incorporated on 12 December 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no. 125 of 18 January 2013 (hereafter the "Company"). The articles of association have been amended on 20 December 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no. 609 of 13 March 2013.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Decrease the share capital of the Company by twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), through the cancellation of twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, with a nominal value of one Euro (EUR 1) each;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of three hundred thousand Euro (EUR 300,000) in order to bring it up to a new amount of three hundred thousand Euro (EUR 300,000) through the issuance of (i) three million (3,000,000) class A shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ii) three million (3,000,000) class B shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iii) three million (3,000,000) class C shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iv) three million (3,000,000) class D shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (v) three million (3,000,000) class E shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vi) three million (3,000,000) class F shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vii) three million (3,000,000) class G shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (viii) three million (3,000,000) class H shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ix) three million (3,000,000) class I shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, and (x) three million (3,000,000) class J shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each; and

3. Full restatement of the Company's articles of association.

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder resolves to decrease the share capital of the Company by twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), through the cancellation of twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

As a consequence of the cancellation of the shares, the aggregate nominal value of the cancelled shares shall be paid out to the sole shareholder. The sole shareholder authorizes the board of managers of the Company to proceed with any payments in cash or in kind further to and in accordance with the present resolution of share capital reduction.

Second resolution:

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company in order to bring up to a new amount of three hundred thousand Euros (EUR 300,000) through the issuance of (i) three million (3,000,000) class A shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ii) three million (3,000,000) class B shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iii) three million (3,000,000) class C shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iv) three million (3,000,000) class D shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (v) three million (3,000,000) class E shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vi) three million (3,000,000) class F

shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vii) three million (3,000,000) class G shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (viii) three million (3,000,000) class H shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ix) three million (3,000,000) class I shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, and (x) three million (3,000,000) class J shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each.

The thirty million (30,000,000) newly issued shares have been subscribed as follows:

- Rhône Offshore, prenamed, here represented as aforementioned, subscribed for (i) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class A shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ii) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class B shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iii) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class C shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iv) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class D shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (v) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class E shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vi) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class F shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vii) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class G shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (viii) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class H shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ix) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class I shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, and (x) one million six hundred seventy-seven thousand eight hundred forty-nine point nine (1,677,849.9) class J shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each;

- Rhône Partners IV L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, 1908 Wilmington, Delaware, United States of America, registered with the Companies Registrar of Delaware under registration number 4968728 ("Rhône Partners IV L.P."),

here represented by Mr. Brian Gillot, prenamed, by virtue of a proxy, given,

subscribed for (i) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class A shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ii) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class B shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iii) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class C shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iv) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class D shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (v) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class E shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vi) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class F shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vii) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class G shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (viii) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class H shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ix) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class I shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, and (x) one million three hundred twenty thousand six hundred fifty-six point seven (1,320,656.7) class J shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each.

- Rhône Coinvestment IV L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, 1908 Wilmington, Delaware, United States of America, registered with the Companies Registrar of Delaware under registration number 5318996, ("Rhône Coinvestment IV L.P."),

here represented by Mr. Brian Gillot, prenamed, by virtue of a proxy, given,

subscribed for (i) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class A shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ii) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class B shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iii) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class C shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (iv) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class D shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (v) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class E shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vi) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class F shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (vii) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class G shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (viii) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class H shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, (ix) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class I shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, and (x) one thousand four hundred ninety-three point four (1,493.4) class J shares with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each.

All of the thirty million (30,000,000) shares have been subscribed at a total price of three hundred thousand Euro (EUR 300,000) and have been fully paid up in cash so that the amount of three hundred thousand Euro (EUR 300,000) is as of now at the disposal of the Company.

The aforementioned proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this document to be filed with it with the registration authorities.

Then, Rhône Partners IV L.P. and Rhône Coinvestment IV L.P., aforementioned, joined the general meeting of shareholders of the Company and resolved together with Rhône Offshore (together the "Shareholders") on the subsequent item of the agenda.

Third resolution:

The Shareholders resolve to fully restate the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

«Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Delphi Investor S.à r.l." (the "Company").

Art. 2 Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2. The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3. The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

A. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at three hundred thousand euro (EUR 300,000), consisting of the following shares:

- (a) three million (3,000,000) class A shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (b) three million (3,000,000) class B shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (c) three million (3,000,000) class C shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (d) three million (3,000,000) class D shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (e) three million (3,000,000) class E shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (f) three million (3,000,000) class F shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (g) three million (3,000,000) class G shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);

- (h) three million (3,000,000) class H shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);
- (i) three million (3,000,000) class I shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01); and
- (j) three million (3,000,000) class J shares having a nominal value of one cent of a Euro each (EUR 0.01);

5.2. Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3. Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of managers shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, the general meeting of shareholders, called to resolve upon an increase of the Company's share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2. The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3. Classes of shares

(1) The class A shares

(a) All class A shares shall be identical in all respects. All class A shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class A shares.

(b) Each class A share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(2) The class B shares

(a) All class B shares shall be identical in all respects. All class B shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class B shares.

(b) Each class B share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(3) The class C shares

(a) All class C shares shall be identical in all respects. All class C shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class C shares.

(b) Each class C share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(4) The class D shares

(a) All class D shares shall be identical in all respects. All class D shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class D shares.

(b) Each class D share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(5) The class E shares

(a) All class E shares shall be identical in all respects. All class E shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class E shares.

(b) Each class E share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(6) The class F shares

(a) All class F shares shall be identical in all respects. All class F shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class F shares.

(b) Each class F share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(7) The class G shares

(a) All class G shares shall be identical in all respects. All class G shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class G shares.

(b) Each class G share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(8) The class H shares

(a) All class H shares shall be identical in all respects. All class H shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class H shares.

(b) Each class H share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(9) The class I shares

(a) All class I shares shall be identical in all respects. All class I shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class I shares.

(b) Each class I share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(10) The class J shares

(a) All class J shares shall be identical in all respects. All class J shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class J shares.

(b) Each class J share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.4. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6. The Company's shares are in registered form.

6.7. The class A, class B, class C, class D, class E, class F, class G, class H, class I, and class J shares shall not be convertible into other classes of shares.

6.8. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

6.9. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the class J shares).

6.10. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for in article 6.9.), such class of shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the board of managers) and the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

6.11. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

6.12. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares. The Total Cancellation Amount for each class A, class B, class C, class D, class E, class F, class G, class H, class I, and class J shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

6.13. The Available Amount shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits and share premium) to the extent the shareholder of the relevant class of shares would have been entitled to dividend distributions according to article 23 of these articles of association, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant

Interim Accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits and share premium); P= any freely distributable reserves; CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

6.14. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

6.15. Fractional shares may be issued up to three decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a share they represent but shall carry no voting rights except to the extent their number is so that they represent a whole share.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1. A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2. Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1. Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3. Subject to article 8.4, the Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to article 8.4 and the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4. Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5. The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent. Any transfer of shares in violation of any provision of the Articles shall be null and void ab initio, and disregarded by the Company and the Company shall not record such purported transfer in its share register or treat any purported transferee of such shares as the owner of such shares.

B. General Meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1. The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4. In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3. The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - Vote by resolution in writing.

11.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2. An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3. Quorum and vote

11.3.1. Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2. Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5. Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6. Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.7. The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2. The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

C. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1. The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company may have several classes of managers. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2. The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder(s).

14.3. The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and Removal of managers and Term of the office.

16.1. Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2. Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3. Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1. The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1. The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2. Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if (i) at least a majority of its members (ii) including one class A and one class B managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.3. Vote

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting, including at least one class A manager and one class B manager. The chairman shall not have a casting vote.

18.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his colleagues.

18.5. Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6. The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7. Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of a class A manager and a class B manager or by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

D. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

21.1. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2. The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3. Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5. The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6. In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7. If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

E. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2. Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4. Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

23.5. Under the terms and conditions provided by law, the balance of the net profit may exclusively be distributed to the shareholders.

23.6. In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows: (a) an amount equal to zero point twenty-five percent (0.25%) of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their shares regardless of class, then (b) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. class J shares, class I shares, class H shares, class G shares, class F shares, class E shares, class D shares, class C shares, class B shares and if only class A shares are in existence, class A shares).

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2. The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

F. Liquidation

Art. 25. Liquidation.

25.1 In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

25.2. Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights. At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

25.3. After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders taking into account the rules on the allocation of profits to the different classes of shares as set out under Articles 23 and 24.

G. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

H. Definitions

Art. 27. Definitions. Available Amount: has the meaning ascribed hereto in article 6.13.

Cancellation Value per Share has the meaning ascribed thereto in article 6.11.

Company: has the meaning ascribed hereto in article 1.

Ordinary Shares: means the shares in the capital of the Company in registered form, including the class A shares, the class B shares, the class C shares, the class D shares, the class E shares, the class F shares, the class G shares, the class H shares, the class I shares and the class J shares and having the rights set out in the articles of association of the Company.

Total Cancellation Amount: has the meaning ascribed hereto in article 6.13."

Estimate of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing person, this deed is worded in English, followed by a German version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am siebzehnten Tag des Monats April.

Vor dem unterzeichneten Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Rhône Offshore Partners IV L.P., eine gemäß dem Recht der Kaimaninseln gegründete und bestehende Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in c/o Maples Corporate Services Limited, P.O. Box 309, Ugland House, South Church Street, Grand Cayman KY1-1104, Kaimaninseln, eingetragen im Companies Registrar of the Cayman Islands unter Registernummer MC-47784 („Rhône Offshore“),

ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Brian Gillot, beruflich ansässig wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer ihm erteilten Vollmacht.

Nach Unterzeichnung der Vollmacht ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar soll diese dieser Urkunde beigelegt bleiben, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin (die „Alleingesellschafterin“) der Delphi Investor S.à r.l., eine gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende société à responsabilité limitée mit eingetragenem Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 174.125, gegründet am 12. Dezember 2012 entsprechend der Urkunde der Notars Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nr. 125 vom 18. Januar 2013, geändert am 20. Dezember 2012 entsprechend Urkunde des Notars Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nr. 609 vom 13. März 2013 (die „Gesellschaft“).

Die erschienene Partie, die das gesamte Stammkapital vertritt, bat den Notar zu beurkunden, dass die Tagesordnung der Hauptversammlung die folgende ist:

Tagesordnung

1. Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) durch Löschung von zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen der Gesellschaft mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

2. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) um dieses auf einen neuen Betrag von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) zu bringen, durch die Ausgabe (i) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iv) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (v) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vi) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (viii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ix) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), und (x) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01); und

3. Vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

Die Alleingesellschafterin, die das gesamte Stammkapital vertritt, beschloss wie folgt:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt die Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) durch Löschung von zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen der Gesellschaft mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

Der Nominalwert der gelöschten Geschäftsanteile soll an die Alleingesellschafterin ausgezahlt werden. Die Alleingesellschafterin ermächtigt den Geschäftsführerrat der Gesellschaft sämtliche im Einklang mit diesem Beschluss anfallenden Zahlungen vorzunehmen, ob in Bar oder als Sachleistung.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschliesst, das Stammkapital der Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) zu erhöhen um dieses auf einen neuen Betrag von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) zu bringen, durch die Ausgabe (i) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iv) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (v) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vi) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (viii) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ix) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), und (x) drei Millionen (3.000.000) neuer Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01).

Die dreissig Millionen (30.000.000) neu ausgegebenen Geschäftsanteile wurden wie folgt gezeichnet:

- Rhône Offshore, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zeichnete (i) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ii) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iii) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iv) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (v) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vi) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vii) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (viii) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ix) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), und (x) eine Million sechshundertsiebenundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig Komma neun (1.677.849,9) Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01).

- Rhône Partners IV L.P., eine gemäß dem Recht des Staates Delaware gegründete und bestehende Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in 2711 Centerville Road, Suite 400, 1908 Wilmington, Delaware, Vereinigte Staaten von Amerika, eingetragen im Companies Registrar of Delaware unter Registernummer 4968728 („Rhône Partners IV, L.P.“),

ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Brian Gillot, vorbenannt, kraft einer ihm erteilten Vollmacht, zeichnete (i) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ii) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iii) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iv) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (v) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vi) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vii) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (viii) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ix) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), und (x) eine Million dreihundertzwanzigtausendsechshundertsechsfünzig Komma sieben (1.320.656,7) Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01).

- Rhône Coinvestment IV L.P., eine gemäß dem Recht des Staates Delaware gegründete und bestehende Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in 2711 Centerville Road, Suite 400, 1908 Wilmington, Delaware, Vereinigte Staaten von Amerika, eingetragen im Companies Registrar of Delaware unter Registernummer 5318996 („Rhône Coinvestment IV L.P.“),

ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Brian Gillot, vorbenannt, kraft einer ihm erteilten Vollmacht, zeichnete (i) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ii) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iii) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (iv) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (v) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vi) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (vii) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (viii) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), (ix) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01), und (x) eintausendvierhundertdreiundneunzig Komma vier (1.493,4) Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Cent eines Euros (EUR 0,01).

Sämtliche dreissig Millionen (30.000.000) neu ausgegebenen Geschäftsanteile wurden zu einem vollständig in Bar einbezahlten Gesamtpreis von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) gezeichnet, so dass der Betrag von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Besagte Vollmachten, nachdem sie ne varietur durch den Komparenten und den amtierenden Notar paraphiert wurden, bleiben vorliegender Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

Rhône Partners IV, L.P. und Rhône Coinvestment IV L.P. vorgenannt, traten sodann der Hauptversammlung bei um gemeinsam mit Rhone Offshore (gemeinsam, die „Gesellschafter“) über den nachfolgenden Punkt der Tagesordnung zu beschliessen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen die vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft wie folgt:

„Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Anteile und/oder jeder anderen Person, die künftig Gesellschafter sein wird, eine Gesellschaft in Form einer société à responsabilité limitée unter der Firma "Delphi Investor S.à r.l." (die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

Art. 3. Zweck.

3.1. Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Investment in bestehenden oder zu gründenden Rechtsgebilden im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland vor allem durch Zeichnung, käuflichen Erwerb, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldinstrumenten, Patenten und Lizenzen sowie die Verwaltung und Kontrolle eines solchen Portfolios.

3.2. Die Gesellschaft kann außerdem:

- jede Art von Sicherheit für die Erfüllung jeglicher eigener Verbindlichkeiten oder von Verbindlichkeiten jedes Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, oder von Verbindlichkeiten jedes beliebigen Geschäftsführers oder jedes anderen Organs oder Befugten der Gesellschaft oder eines Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, gewähren; und

- jedem Rechtsgebilde, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, Finanzmittel leihen oder dieses anderweitig unterstützen.

3.3. Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Innerhalb dieses Zwecks kann die Gesellschaft insbesondere:

- Finanzmittel beschaffen, insbesondere durch Leihen in jeglicher Form oder durch Herausgabe jedes beliebigen Wertpapiers oder Schuldpapiers, einschließlich Obligationsscheinen, durch Annahme jedes anderen Investments oder durch Gewährung jedes beliebigen Rechts;

- sich an der Gründung, Entwicklung und/oder Kontrolle jedes Rechtsgebildes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen; und

- als Partner/Gesellschafter mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für Schulden und Verbindlichkeiten jedes beliebigen Luxemburger oder ausländischen Rechtsgebildes handeln.

Art. 4. Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats verlegt werden.

4.3. Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

4.4. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats errichtet werden.

A. Stammkapital - Geschäftsanteile - Gesellschafterverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen

Art. 5. Stammkapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) bestehend aus den folgenden Geschäftsanteilen:

- (a) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (b) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (c) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (d) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (e) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (f) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (g) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (h) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
 - (i) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01);
- und
- (j) Drei Millionen (3.000.000) Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0.01).

5.2. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3. Alle neuen Geschäftsanteile, die durch Bareinlagen zu bezahlen sind, werden den bestehenden/dem bestehenden Gesellschafter(n) zuerst angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden solche Geschäftsanteile den Gesellschaftern im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen im Stammkapital der Gesellschaft jeweils gehaltenen Geschäftsanteile angeboten. Der Geschäftsführerrat bestimmt den Zeitraum, während dessen dieses bevorzugte Anteilsbezugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Gesellschafter/den Gesellschafter gesendeten Einschreibens betragen, welches die Eröffnung der Zeichnung ankündigt. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann jedoch die Gesellschafterversammlung, welche einberufen wurde, um über eine Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft zu bestimmen, das bevorzugte Anteilsbezugsrecht der bestehenden Gesellschafter/des bestehenden Gesellschafters begrenzen oder aufheben. Ein solcher Beschluss muss in der Weise gefasst werden wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Das Stammkapital der Gesellschaft ist in Geschäftsanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

6.3. Anteilkategorien

(1) Geschäftsanteile der Kategorie A

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie A sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie A zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie A.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie A berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(2) Geschäftsanteile der Kategorie B

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie B sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie B zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie B.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie B berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(3) Geschäftsanteile der Kategorie C

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie C sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie C zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie C.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie C berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(4) Geschäftsanteile der Kategorie D

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie D sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie D zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie D.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie D berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(5) Geschäftsanteile der Kategorie E

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie E sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie E zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie E.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie E berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(6) Geschäftsanteile der Kategorie F

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie F sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie F zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie F.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie F berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(7) Geschäftsanteile der Kategorie G

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie G sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie G zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie G.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie G berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(8) Geschäftsanteile der Kategorie H

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie H sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie H zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie H.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie H berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(9) Geschäftsanteile der Kategorie I

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie I sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie I zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie I.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie I berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(10) Geschäftsanteile der Kategorie J

(c) Alle Geschäftsanteile der Kategorie J sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie J zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie J.

(d) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie J berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

6.4. Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.5. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen, vorausgesetzt, die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile werden sofort gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

6.6. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

6.7. Keiner der Geschäftsanteile der Kategorie A, der Kategorie B, der Kategorie C, der Kategorie D, der Kategorie E, der Kategorie F, der Kategorie G, der Kategorie H, der Kategorie I und der Kategorie J kann in einen Geschäftsanteil einer anderen Kategorie umgewandelt werden.

6.8. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch unter den für die Satzungsänderungen erforderlichen Voraussetzungen gefassten Beschluss der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

6.9. Das Stammkapital kann durch Löschung von Geschäftsanteilen oder durch Löschung einer oder mehrerer Klassen von Geschäftsanteilen durch Rückkauf und Löschung aller in der/den betreffenden Klasse(n) ausgegebenen Geschäftsanteile herabgesetzt werden. Der Rückkauf und die Löschung einer oder mehrerer Kategorien von Geschäftsanteilen erfolgt in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (beginnend mit den Geschäftsanteilen der Kategorie J).

6.10. Im Falle der Herabsetzung des Stammkapitals durch Rückkauf und Löschung einer Kategorie von Geschäftsanteilen (in der in Artikel 6.9. dieser Satzung vorgesehenen Reihenfolge) soll der Verfügbare Betrag (der jedoch nicht den Löschungsgesamtbetrag überschreiten soll) an die Inhaber der Geschäftsanteile dieser Kategorie pro rata zu ihrer jeweiligen Beteiligung an der entsprechenden Kategorie von Geschäftsanteilen ausgezahlt werden und jeder Anteilsinhaber soll von der Gesellschaft für jeden von ihm gehaltenen gelöschten Geschäftsanteil der entsprechenden Kategorie einen Betrag in der Höhe des Löschungswerts pro Geschäftsanteil ausgezahlt bekommen.

6.11. Der Löschungswert pro Geschäftsanteil entspricht dem Löschungsgesamtbetrag, geteilt durch die Gesamtzahl der in der betreffenden Klasse ausgegebenen Geschäftsanteile.

6.12. Den Löschungsgesamtbetrag bestimmt der Geschäftsführerrat auf der Grundlage der Zwischenkonten der Gesellschaft. Die Zwischenkonten dürfen am Tage des Rückkaufs und der Löschung der betreffenden Kategorie von Geschäftsanteilen nicht älter sein als acht (8) Tage. Sofern der Geschäftsführerin nicht einen anderen Betrag festgesetzt hat entspricht der Löschungsgesamtbetrag für jede einzelne der Kategorie A, der Kategorie B, der Kategorie C, der Kategorie D, der Kategorie E, der Kategorie F, der Kategorie G, der Kategorie H, der Kategorie I und der Kategorie J Kategorien von Geschäftsanteilen dem Verfügbaren Betrag der entsprechenden Kategorie zum Zeitpunkt der Löschung dieser Kategorie, mit der Maßgabe das der Löschungsgesamtbetrag niemals den Verfügbaren Betrag übersteigen kann. Es steht im Ermessen des Geschäftsführerrats ob der Löschungsbetrag ein Teil oder den Gesamtbetrag des zur Ausschüttung verfügbaren Agios beinhalten soll.

6.13. Der Verfügbare Betrag entspricht dem Nettogewinn der Gesellschaft (darin inbegriffen Gewinnvorträge und das Agio der Gesellschaft), sofern die Inhaber der Geschäftsanteile der betreffenden Kategorie entsprechend Artikel 23 dieser Satzung zum Erhalt von Dividenden berechtigt gewesen wären, erhöht durch (i) frei ausschüttbare Reserven, und (ii) gegebenenfalls den auf die betreffende zu löschende Kategorie von Geschäftsanteilen anfallenden Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage, aber vermindert durch (i) Verluste der Gesellschaft (inbegriffen Verlustvorträge), (ii) alle Beträge die in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieser Satzung oder des Gesetzes und auf Grundlage der Zwischenkonten nicht ausschüttbaren Reserven zuzuführen sind, und (iii) sämtliche angefallenen aber nicht ausgezahlten Dividenden, sofern diese nicht bereits den NG vermindert haben (um eine doppelte Veranschlagung zu vermeiden), so dass: $VB = (NG + R + KH) - (V + GR + AD)$, wobei: VB = Verfügbare Betrag; NG = Nettogewinn (darin enthalten Gewinnvorträge und Agio); R= frei ausschüttbare Reserven; KH= der auf die betreffende zu löschende Kategorie von Geschäftsanteilen anfallenden Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage; V= Verluste (darin enthalten Verlustvorträge); GR = Beträge die in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieser Satzung oder des Gesetzes nicht ausschüttbaren Reserven zuzuführen sind; AD = angefallene aber nicht ausgezahlte Dividenden, sofern diese nicht bereits den NG vermindert haben.

6.14. Der Löschungswert pro Geschäftsanteil wird mit dem Rückkauf und der Löschung der Geschäftsanteile der entsprechenden Kategorie zur Auszahlung fällig.

6.15. Bruchteilsanteile können mit bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden und sollen proportional dieselben Rechte und Pflichten vermitteln wie der ganze Geschäftsanteil, einen Bruchteil desselben sie repräsentieren. Bruchteilsanteile vermitteln keine Stimmrechte, sofern die nicht zusammengefasst einen Geschäftsanteil darstellen.

6.16. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

Art. 7. Gesellschafterverzeichnis.

7.1. Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Gesellschafterverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Gesellschafters, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile, jede Übertragung von Geschäftsanteilen, das Datum der Mitteilung einer solchen Übertragung an die Gesellschaft oder das Datum des Einverständnisses der Gesellschaft zu einer solchen Übertragung entsprechend diesem Gesellschaftsvertrag sowie jedes über Geschäftsanteile gewährte Sicherungsrecht.

7.2. Jeder Gesellschafter wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Gesellschafters berufen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen.

8.1. Der Beweis des Eigentums an Geschäftsanteilen kann aufgrund der Eintragung eines Gesellschafters im Gesellschafterverzeichnis erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten eines Gesellschafters werden Zertifikate dieser Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer herausgegeben und unterzeichnet.

8.2. Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Geschäftsanteil an. Wenn ein Geschäftsanteil mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer des Geschäftsanteils angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einem im Eigentum mehrerer Personen stehenden Geschäftsanteil verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

8.3. Unter den Voraussetzungen des Artikels 8.4. dieser Satzung sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unter bestehenden Gesellschaftern frei übertragbar. Sie können unter Lebenden nur unter den Voraussetzungen des Artikels 8.4. dieser Satzung und mit der durch insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals repräsentierenden Gesellschafter, einschließlich dem Zedenten, erteilten Einwilligung auf neue Gesellschafter übertragen werden. Soweit gesetzlich nicht anders vorgesehen, können die Geschäftsanteile von Todes wegen auf Nicht-Gesellschafter nur mit Einwilligung der Gesellschafter übertragen werden, die insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der Stimmrechte der überlebenden Gesellschafter repräsentieren.

8.4. Jede Übertragung von Geschäftsanteilen muss durch einen schriftlichen Übertragungsvertrag je nach Lage des Falles in privatschriftlicher oder notarieller Form dokumentiert werden, und eine solche Übertragung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch die Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung wirksam, woraufhin jedes beliebige Mitglied des Geschäftsführerrats die Übertragung in das Gesellschafterverzeichnis eintragen kann.

8.5. Die Gesellschaft kann durch jeden einzelnen ihrer Geschäftsführer auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Gesellschafterverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht. Eine Übertragung von Anteilen unter Verletzung der Bestimmungen der Satzung ist als nichtig anzusehen und wird von der Gesellschaft nicht anerkannt. Die Gesellschaft soll eine solche vermeintliche Übertragung nicht im Anteilsregister der Gesellschaft eintragen und der vermeintliche Übertragungsempfänger soll nicht als Eigentümer der Anteile behandelt werden.

B. Gesellschafterversammlung

Art. 9. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.

9.1. Die Gesellschafter üben ihre kollektiven Rechte in der Gesellschafterversammlung aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2. Wenn die Gesellschaft nur über einen einzelnen Gesellschafter verfügt, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Gesellschafter" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf die "Gesellschafterversammlung" als Verweis auf den „alleinigen Gesellschafter" gelesen werden.

9.3. Die Gesellschafterversammlung hat die ihr durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.4. Im Falle mehrerer Gesellschafter und falls die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können, statt Gesellschafterversammlungen abzuhalten, die Gesellschafter unter den gesetzlichen Bedingungen auch durch schriftlichen Beschluss abstimmen. In diesem Fall sollen, soweit anwendbar, die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags betreffend Gesellschafterversammlungen hinsichtlich einer solchen Abstimmung durch schriftlichen Beschluss Anwendung finden.

Art. 10. Einberufung der Gesellschafterversammlung.

10.1. Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Geschäftsführerrat, den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, oder durch Gesellschafter, die insgesamt mindestens fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

10.2. Wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss eine jährliche Gesellschafterversammlung in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt, abgehalten werden. Die jährliche Gesellschafterversammlung muss innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Gesellschaftskonten einberufen werden.

10.3. Die Ladung zu jeder Gesellschafterversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Gesellschafter abzusenden.

10.4. Wenn an einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Abhalten von Gesellschafterversammlungen - Abstimmung durch schriftlichen Beschluss.

11.1. In jeder Gesellschafterversammlung soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird und welche weder Gesellschafter noch Mitglieder der Geschäftsführung sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Gesellschaftern abgehalten wird.

11.2. In jeder Gesellschafterversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3. Quorum und Stimmabgabe

11.3.1. Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

11.3.2. Sofern sich aus dem Gesetz oder aus diesem Gesellschaftsvertrag nicht etwas anderes ergibt, werden Gesellschafterbeschlüsse bei der ersten Abstimmung wirksam gefasst, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Abstimmung nicht erreicht worden ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal geladen oder befragt. Bei der zweiten Abstimmung werden die Beschlüsse ungeachtet des vertretenen Anteils am Kapital mit einer Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen wirksam gefasst.

11.4. Ein Gesellschafter kann an jeder beliebigen Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten.

11.5. Es wird vermutet, dass ein Gesellschafter, der an einer Gesellschafterversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Gesellschafter identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig hörend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.6. Jeder Gesellschafter kann seine Stimme in einer Gesellschafterversammlung durch ein unterzeichnetes Stimmformular, welches per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird, abgeben. Die Gesellschafter können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Gesellschafter ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechenden Kästchen ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Gesellschafterversammlung, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

11.7. Der Geschäftsführerrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, damit sie an Gesellschafterversammlungen teilnehmen können.

Art. 12. Änderung des Gesellschaftsvertrags. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann dieser Gesellschaftsvertrag durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abgeändert werden, welcher von einer (i) Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens insgesamt fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, gefasst wird.

Art. 13. Protokoll von Gesellschafterversammlungen.

13.1. Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Gesellschafter, der das ersucht, unterzeichnet wird.

13.2. Der alleinige Gesellschafter, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

13.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen je nach Lage des Falles durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats, durch zwei beliebige seiner Mitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

C. Geschäftsführung

Art. 14. Befugnisse des Geschäftsführerrats.

14.1. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, die nicht zugleich Gesellschafter sein müssen. Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese einen Geschäftsführerrat, der das zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft befugte Gesellschaftsorgan ist. Die Gesellschaft kann verschiedene Klassen von Ge-

schaftsführern haben. Soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf den "Geschäftsführerrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ gelesen werden.

14.2. Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Gesellschaftern/dem Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

14.3. Die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts können einem oder mehreren Geschäftsführern oder anderen Personen, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Geschäftsführerrats festgesetzt.

14.4. Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 15. Zusammensetzung des Geschäftsführerrats. Der Geschäftsführerrat muss aus seiner Mitte einen Präsidenten des Geschäftsführerrats wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch Mitglied des Geschäftsführerrats sein muss.

Art. 16. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern und Ende der Amtszeit.

16.1. Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

16.2. Jeder Geschäftsführer kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden. Ein Geschäftsführer, der zugleich Gesellschafter ist, ist nicht von der Abstimmung über seine eigene Abberufung ausgeschlossen.

16.3. Jeder Geschäftsführer hat sein Amt weiter auszuüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jeder Geschäftsführer kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 17. Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats.

17.1. Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

17.2. Die Mitglieder des Geschäftsführerrats müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Mitglieds des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß diesem Gesellschaftsvertrag.

Art. 18. Verlauf von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

18.1. Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat einen anderen Geschäftsführer als vorübergehenden Präsidenten ernennen

18.2. Quorum

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder an der Sitzung anwesend oder vertreten ist inklusive einem Kategorie A und einem Kategorie B Geschäftsführer.

18.3. Abstimmung

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung des Geschäftsführerrats anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst, inklusive wenigstens einem Kategorie A Geschäftsführer und einem Kategorie B Geschäftsführer. Der Präsident soll keine entscheidende Stimme haben.

18.4. Ein Mitglied des Geschäftsführerrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrats schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

18.5. Es wird vermutet, dass ein Mitglied des Geschäftsführerrats, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

18.6. Der Geschäftsführerrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Mitglieder des Geschäftsführerrats auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

18.7. Jeder Geschäftsführer, der an einer Transaktion, die dem Geschäftsführerrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss den Geschäftsführerrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Der betreffende Geschäftsführer kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Wenn die Gesellschaft einen einzigen Geschäftsführer hat und dieser Geschäftsführer in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenkonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden. Dieser Artikel 18.7 ist nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen geschlossen wurden."

Art. 19. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

19.1. Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident, soll ein Protokoll über jede Sitzung des Geschäftsführerrats aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

19.2. Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

19.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, je nach Lage des Falles, vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

Art. 20. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift eines Kategorie A Geschäftsführers und eines Kategorie B Geschäftsführers oder durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführerrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. Die Gesellschaft wird gemäß den Regeln und in den Grenzen einer Übertragung der Führung des Tagesgeschäfts gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedes/aller Beauftragten gebunden, dem/denen die Befugnis in Verbindung mit der Führung des Tagesgeschäfts allein oder gemeinschaftlich übertragen wurde.

D. Aufsicht

Art. 21. Satzungsmäßige(r) Buchprüfer - Unabhängige(r) Buchprüfer.

21.1. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden ihre Geschäfte durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Gesellschafter sind oder nicht.

21.2. Die Gesellschafterversammlung soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Gesellschafterversammlung wieder ernannt werden.

21.3. Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

21.4. Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

21.5. Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

21.6. Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger Buchprüfer sollen die in diesem Gesellschaftsvertrag genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Geschäftsführerrats anwendbar sein.

21.7. Wenn die Gesellschaft zwei (2) der drei (3) im ersten Absatz des Artikels 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen genannten Kriterien während des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraums überschreitet, wird/werden der/die satzungsmäßigen Buchprüfer durch einen oder mehrere unabhängige Buchprüfer ersetzt, welcher/welche unter den Mitgliedern des Institut des réviseurs d'entreprises gewählt wird/werden und welcher/welche von der Gesellschafterversammlung ernannt wird/werden, die dessen/deren Amtszeit bestimmt.

E. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Gewinne.

23.1. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

23.2. Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Gesellschafter dieser Zuführung zustimmt.

23.3. Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

23.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Geschäftsführerrat wird die Gesellschafterversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag verwendet werden soll.

23.5. Der Nettogewinn kann unter den gesetzlichen Voraussetzungen an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

23.6. Im Falle des Beschlusses einer Dividendenauszahlung, soll die Dividende wie folgt ausgezahlt werden: (a) ein Betrag von Null Komma zwei fünf Prozent (0,25%) des Nominalwerts eines jeden Geschäftsanteils wird an alle Gesellschafter pro rata zu den von ihnen gehaltenen Geschäftsanteilen (ungeachtet der Kategorie, der diese Geschäftsanteile angehören) ausgezahlt, (b) die verbleibende Differenz des gesamten ausgeschütteten Betrages wird vollständig an die Inhaber der Geschäftsanteile der in alphabetischer Reihenfolge letzten Kategorie von Geschäftsanteilen ausgeschüttet (d.h. zuerst Geschäftsanteile der Kategorie J, dann Geschäftsanteile der Kategorie I, dann Geschäftsanteile der Kategorie H, dann Geschäftsanteile der Kategorie G, dann Geschäftsanteile der Kategorie F, dann Geschäftsanteile der Kategorie E, dann Geschäftsanteile der Kategorie D, dann Geschäftsanteile der Kategorie C, dann Geschäftsanteile der Kategorie B, und nur wenn keine weiteren Kategorien von Geschäftsanteilen mehr existieren, Geschäftsanteile der Kategorie A).

Art. 24. Zwischendividenden - Emissionsagio.

24.1. Der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragener Gewinne und Summen, die aus zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Summen, die gemäß dem Gesetz oder diesem Gesellschaftsvertrag der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind.

24.2. Das Emissionsagio, falls vorhanden, kann durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage frei an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

F. Liquidation

Art. 25. Liquidation.

25.1. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt.

25.2. Die Abwicklung findet im Einklang mit den Bestimmungen des anwendbaren luxemburgischen Rechts statt. Der Nettoerlös der Abwicklung wird an die Gesellschafter proportional zu ihren Rechten ausgeschüttet. Sollten der Gesellschaft im Zeitpunkt der Beendigung der Abwicklung zur Verteilung verfügbare und nicht beanspruchte Aktiva verbleiben, so werden diese der Caisse de Consignation zugeführt, die die betreffenden Aktiva zu Gunsten der betreffenden Gesellschafter für die gesetzlich bestimmte Dauer verwahren wird. Nach Ablauf der gesetzlich bestimmten Verwahrungsdauer werden die Aktiva dem Staate Luxemburg zugeschrieben.

25.3. Nach Zahlung aller Schulden, etwaiger Kosten der Gesellschaft und der Kosten der Abwicklung wird der Nettobetrag des Liquidationserlöses an die Gesellschafter ausgeschüttet, wobei die Vorschriften der Artikel 23 und 24 dieser Satzung hinsichtlich der Verteilung von Gewinnen auf die verschiedenen Anteilkategorien entsprechend anzuwenden sind.

G. Anwendbares recht

Art. 26. Anwendbares Recht. Der Gesellschaftsvertrag und seine Auslegung und Interpretation unterliegen luxemburger Recht. Alle in diesem Gesellschaftsvertrag nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung bestimmt werden.

H. Definitionen

Art. 27. Definitionen. Gesellschaft hat die diesem Begriff in Artikel 1. zugeschriebene Bedeutung.

Gewöhnliche Geschäftsanteile bedeutet in das Anteilsregister einzutragende Geschäftsanteile der Gesellschaft, darunter die Geschäftsanteile der Kategorie A, die Geschäftsanteile der Kategorie B, die Geschäftsanteile der Kategorie C,

die Geschäftsanteile der Kategorie D, die Geschäftsanteile der Kategorie E, die Geschäftsanteile der Kategorie F, die Geschäftsanteile der Kategorie G, die Geschäftsanteile der Kategorie H, die Geschäftsanteile der Kategorie I und die Geschäftsanteile der Kategorie J.

Löschungsgesamtbetrag hat die diesem Begriff in Artikel 6.12. zugeschriebene Bedeutung

Löschungswert pro Geschäftsanteil hat die diesem Begriff in Artikel 6.11. zugeschriebene Bedeutung

Verfügbarer Betrag hat die diesem Begriff in Artikel 6.13. zugeschriebene Bedeutung,,

Kostenschätzung

Die im Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde entstehenden Auslagen, Kosten Gebühren und Belastungen, gleich welcher Art, werden von der Gesellschaft getragen und betragen schätzungsweise EUR 2.500,-.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Nach Verlesung der Urkunde an die erschienenen Parteien, dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt, hat der Bevollmächtigte diese Originalurkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: B. GILLOT und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2013. Relation: LAC/2013/19272. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 14. Mai 2013.

Référence de publication: 2013062237/1209.

(130077319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

Servus Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 176.912.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-second day of April.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Servus HoldCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at-28, Rue Edward Steichen, L - 2540 Luxembourg, with a share capital of EUR 4,862,500.01, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 151589;

here represented by Emmanuel Lamaud, lawyer, residing professionally at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said power of attorney, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Servus Luxembourg" (the Company).

Art. 2. Corporate object. The purpose of the Company is (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The purpose of the Company is further to act as general partner (gérant commandite) of Luxembourg corporate partnerships limited by shares (sociétés en commandite par actions).

The Company may borrow in any form. It may enter into any type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issuance programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets including, without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally use any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development. In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company or by way of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and profits to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders. The Company may have one shareholder or several shareholders. The Company shall not be dissolved upon the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. In case of plurality of managers, the general meeting of the shareholders will assign to each of the managers either an A or a B signatory power (respectively the A Managers and the B Managers, and collectively the A and B Managers). If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least an A Manager and a B Manager.

The manager, or in case of plurality of managers, any A Manager and any B Manager jointly, may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented with at least one A Manager and one B Manager voting in favour of such resolutions. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers and at least one A Manager and one B Manager are present at the meeting.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any A Manager and any B Manager jointly. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 October of each year and ends on 30 September of the following year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 30 September, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

Servus HoldCo S.a r.l., prenamed:	12,500 shares
Total:	12,500 shares

All shares have been fully paid-up by means of a contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 30 September 2013.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers of the Company is set at three. The meeting appoints:

(i) Lars Frankfelt, whose professional address is at 23-27, Seaton Place, JE23QL, St Héliér, Jersey, Channel Islands, as A Manager, for an unlimited period of time;

(ii) Antonios Tzanetis, whose professional address is at 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as B Manager, for an unlimited period of time;

(iii) Alexandra Ciacareanu, whose professional address is at 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as B Manager, for an unlimited period of time; and

2. the registered office is established at 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the proxyholder of the appearing party, which is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-deuxième jour du mois d'avril,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Servus HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 4.862.500,01 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151589;

ci-après représentée par Emmanuel Lamaud, avocat, résidant professionnellement au 33, avenue J.-F. Kennedy, à L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé;

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Servus Luxembourg" (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts, ainsi que les obligations de sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres de capital, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds communs de placement luxembourgeois ou étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre ligne de crédit, ainsi que les contrats y relatifs et (iii) la détention, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus).

L'objet de la Société est également d'agir en qualité de gérant commandité de sociétés en commandite par actions luxembourgeoises.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et de tous types de titres de dettes et de titres de capital, y compris en vertu d'un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant d'emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, à ses sociétés affiliées et à toute autre société.

La Société peut également consentir des garanties et octroyer des sûretés réelles portant sur tout ou partie de ses biens, notamment par voie de nantissement, cession, ou en grevant de charges tout ou partie de ses biens au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de ses sociétés affiliées ou de toute autre société.

La Société peut conclure, délivrer et exécuter toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêts de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social décrit ci-avant.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement. De plus, la Société peut faire l'acquisition et procéder à la vente de propriétés immobilières pour son compte, tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et elle peut réaliser toutes les opérations afférentes à ces propriétés immobilières.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire de ses associés.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des bénéfices suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. La Société peut avoir un ou plusieurs associés. La Société ne sera pas dissoute en cas de décès, interdiction, faillite, liquidation ou déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale des associés attribuera un pouvoir de signature A ou un pouvoir de signature B à chacun des gérants (respectivement, les Gérants A et les Gérants B, collectivement les Gérants A et B). Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un Gérant A et d'un Gérant B.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout Gérant A et Gérant B ensemble pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, au moins un Gérant A et un Gérant B devant voter en faveur desdites décisions. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance, et à condition qu'au moins un Gérant A et un Gérant B soient présents à la réunion.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par un Gérant A et un Gérant B conjointement. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 30 septembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

Servus Holdco S.à r.l., susmentionnée: 12.500 parts sociales

Total: 12.500 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées au moyen d'un apport en espèces, de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été attesté au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 30 septembre 2013.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.200.-

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant la totalité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre des gérants de la Société est fixé à 3 (trois). L'Assemblée nomme les personnes suivantes:

(i) Lars Frankfelt, avec adresse professionnelle au 23-27, Seaton Place, JE23QL, à St Héliér, Jersey, Iles Anglo-Normandes, en tant que Gérant A pour une durée indéterminée;

(ii) Antonios Tzanetis, avec adresse professionnelle au 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que Gérant B pour une durée indéterminée;

(iii) Alexandra Ciacareanu, avec adresse professionnelle au 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que Gérant B pour une durée indéterminée; et

2. le siège social de la société est établi à 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses noms et prénoms usuels, civilité et domicile, celui-ci a signé l'original du présent acte avec le notaire.

Signé: E. LAMAUD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2013. Relation: LAC/2013/19301. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 mai 2013.

Référence de publication: 2013056670/399.

(130069258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

**SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Starlight International Holdings (Lux) GBP S.à r.l.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.546.

In the year two thousand thirteen, on the twelvth of April .

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SOF-IX International Holdings, LP, a company incorporated under the laws of the State of Delaware and having its registered office at Corporation Trust, 1209 Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware, 19801 USA, registered under number 5064019, represented by Mister Thierry Drinka, private employee, residing professionally at L-2166 Luxembourg, 3, rue Mozart , by virtue of a proxy given under private seal on March 21st , 2013.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party is the shareholder of “Starlight International Holdings (Lux) GBP S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée established in Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 170 546, incorporated by deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on July 24, 2012 published with the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on September 4, 2012 under number 2193. The articles of incorporation have not been amended since.

The appearing party requested to the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the registered name of the Company, to be changed into “SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.”;
2. Amendment of Article 2 of the Articles of Association of the Company to reflect such action;

Then the sole shareholder took the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder resolves to change the name of the Company, from “Starlight International Holdings (Lux) GBP S.à r.l.” into “SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.”

Second resolution:

As a consequence of the foregoing resolution, the sole shareholder resolves to amend Article 2 of the Articles of Association, which will henceforth read as follows:

“ **Art. 2.** The Company’s name is “SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

There being no further business, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L’an deux mille treize, le 12 avril,

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

SOF-IX International Holdings, LP, une société constituée et existante sous les lois de l’Etat du Delaware et ayant son siège au Corporation Trust Centre, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware, 19801 USA, inscrite auprès de l’Office of the Secretary of State of Delaware sous le numéro 5064019, ici représentée par Monsieur Thierry Drinka, employé privé, avec adresse professionnelle au 3, rue Mozart , L-2166 Luxembourg en vertu d’une procuration sous seing privé lui délivrée le 21 mars 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

Laquelle partie déclare être l’associé unique de la société à responsabilité limitée Starlight International Holdings (Lux) GBP S.à r.l. établie et ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 170 546, constituée suivant acte reçu pardevant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en date du 24 juillet 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 4 septembre 2012 sous le numéro 2193. Les statuts de la société n’ont pas été modifiés depuis.

La partie comparante a requis le notaire d’acter comme suit que l’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale de la société, à changer en «SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.»;
2. Modification de l’article 2 des statuts de la société en conséquence;

Ces faits exposés et reconnus exacts par l’associé unique, ce dernier a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L’associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société, de «Starlight International Holdings (Lux) GBP S.à r.l.» en «SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.».

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La dénomination sociale de la société sera «SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.».

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents Euros (EUR 1.200.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: T. Drinka et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 avril 2013. LAC/2013/18493. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Référence de publication: 2013056682/87.

(130069067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Tiago Berlin Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 176.925.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of April.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, there appeared:

Tiago German Properties GmbH, a company incorporated under the laws of Germany, with its registered office at c/o RHC Management GmbH, Potsdamer Platz 8, 10117 Berlin, Germany and its effective place of management at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the trade register of Frankfurt am Main under number HRB 94729 and not yet registered with the Luxembourg trade and companies register,

here represented by Bastien Burin, maître en droit, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 5 April 2013.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which he declares organize and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also guarantee, grant security interests under any form for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any company in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

In addition, the Company may also act as fiduciary in fiduciary agreements to be concluded with companies which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "Tiago Berlin Property S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one (1) or several managers, who need not to be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the manager(s)' term of office. The manager(s) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the joint signatures of any two (2) managers.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two (2) managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside over all the meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least five (5) days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by fax, or any other similar mean of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by fax or similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by fax, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The circular resolutions in their entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two (2) managers. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by two (2) managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. A manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first January and ends on the thirty-first December of the same year.

Art. 21. Each year on the thirty-first December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one (1) or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

All the shares have been subscribed by Tiago German Properties GmbH above-mentioned.

The shares so subscribed have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Decisions of the sole partner

The sole shareholder, representing the entire subscribed capital, has immediately adopted the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

2. The following person is appointed as sole manager of the Company for an unlimited period:

- Mr Patrick Moinet, born in Bastogne (Belgium), on 6 June, 1975, residing at 37 rue Alphonse München, L-2172 Luxembourg.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English and followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinq avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a comparu:

Tiago German Properties GmbH, une société constituée selon les lois allemandes, ayant son siège social à c/o RHC Management GmbH, Potsdamer Platz 8, 10117 Berlin, Allemagne et son centre effectif de gestion au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce de Frankfurt am Main sous le numéro HRB 94729 et en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Bastien Burin, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 5 avril 2013.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité susmentionnée, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut encore garantir, accorder des sûretés, sous quelque forme que ce soit, pour l'exécution de tout contrat ou toute obligation de la Société et de toute société dans laquelle elle détient une participation directe ou indirecte ou qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

De plus, la Société peut également agir comme fiduciaire dans des contrats de fiducie devant être conclus avec des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «Tiago Berlin Property S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée du mandat du ou des gérants. Le ou les gérants sont librement et à tout moment révocables par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature conjointe de deux (2) des gérants.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un (1) président et pourra choisir parmi ses membres un (1) vice-président. Il pourra également choisir un (1) secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins cinq (5) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par télécopie ou tout moyen similaire de communication. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par télécopie ou par tous moyens similaires de communication un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises par un vote majoritaire des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par télécopie ou tous autres moyens similaires de communication, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux (2) gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 21. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un (1) ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites par Tiago German Properties GmbH, prénommée.

Les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué environ à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

2. La personne suivante est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Patrick Moinet, juriste, né à Bastogne (Belgique), le 6 juin 1975, demeurant au 37, rue Alphonse München, L-2172 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Burin et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. LAC/2013/17270. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Référence de publication: 2013056760/303.

(130069808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Full Services Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 100.269.

L'an deux mille treize,

le vingt-troisième jour du mois d'avril.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),
a comparu:

«VICTORIA FINANCE S.A.», une société anonyme soumise au droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 4 rue Pierre de Coubertin, L-1358 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 99773),

ici représentée par Maître Karine SCHMITT, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Luxembourg, le 02 avril 2013.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique de la société «FULL SERVICES ENGINEERING S.A.» (la «Société»), une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social actuellement au 4, rue Pierre de Coubertin, L-1358 Luxembourg, constituée suivant acte notarié dressé en date du 31 mars 2004, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 596 du 10 juin 2004, page 28596. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 100 269.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné, en date du 29 juillet 2010, lequel acte fut publié au Mémorial, le 08 octobre 2010, sous le numéro 2125 et page 101998.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social actuellement fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.-EUR) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.-EUR) chacune, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique DECIDE de transférer le siège social satutaire et administratif de la Société de la Ville de Luxembourg vers la Ville d'Esch-sur-Alzette et de fixer sa nouvelle adresse au 4, rue du Brill, L-4041 Esch-sur-Alzette.

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit transfert de siège social, l'actionnaire unique DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article DEUX (2) des statuts de la Société pour lui donner désormais la nouvelle teneur suivante:

Art. 2. (premier alinéa). «Le siège est établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution

L'actionnaire unique DECIDE d'accepter, avec effet immédiat, la démission de la société «CONCORD INTERNATIONAL MARKETING S.à r.l.» avec siège social au 165A, route de Longwy, L-4751 Pétange de son mandat de commissaire aux comptes de la Société et de lui accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement dudit mandat de commissaire jusqu'au jour des présentes résolutions.

Quatrième résolution

L'Actionnaire unique DECIDE de nommer la société suivante aux fonctions de nouveau commissaire aux comptes de la Société, son mandat se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de la Société à tenir en 2018:

la société «MATHILUX S.à r.l.», une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 8, rue Théodore de Wacquand, L-3899 Foetz (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 125 120).

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la même mandataire a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: K. SCHMITT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 avril 2013. Relation: EAC/2013/5439. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013056253/52.

(130069393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

Granite Investment SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.082.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 22 Avril 2013:

Sont réélus au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2014:

- Mr Enrico ZANOLLO, président du conseil d'administration,

- 64, Bahnhofstrasse CH-8001 Zurich

- Mr Marc DE LEYE, membre du conseil d'administration,

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

- Mr Martin RAUSCH, membre du conseil d'administration,

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GRANITE INVESTMENT SICAV

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A

Guillaume André / Sandra Ehlers

Director / Director

Référence de publication: 2013056262/20.

(130069579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.

GUS Finance Luxembourg Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège de direction effectif: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 93.313.

EXTRAIT

En date du 4 septembre 2008 l'associé unique de Gus Finance Luxembourg Limited, GUS Holdings Unlimited, une société de droit anglais, établie et ayant son siège social à Landmark House, Experian Way, NG2 Business Park, Nottingham, NG80 1ZZ, Angleterre, inscrite au registre de commerce anglais sous le numéro 03496850, a renouvelé le mandat de commissaire de la société PricewaterhouseCoopers LLP, une société de droit anglais inscrite au registre Companies House sous le numéro OC303525 pour une durée de 6 ans pour venir à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2014 et a pris acte du changement d'adresse de PricewaterhouseCoopers LLP. La nouvelle adresse de PricewaterhouseCoopers LLP est Donington Court, Pegasus Business Park, Castle Donington, East Midlands, DE74 2UZ, Royaume Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013056290/20.

(130069049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2013.